Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 10 février 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant net total de 6 153 000 francs, soit:

- **un crédit de 5 467 000 francs destiné au réaménagement de la place de Longemalle, de la rue de la Fontaine et de la rue Neuve-du-Molard, tronçon entre la place de Longemalle et la rue Robert-Céard, parcelles 7283, 7286, 7287, 7305, 7306, 7307, 7308 (Genève-Cité);**
- **un crédit net de 437 000 francs, déduction faite de la participation de l'Etat de Genève de 68 000 francs, destiné aux travaux de construction et rénovation des collecteurs situés sur la place de Longemalle, la rue Neuve-du-Molard et la place du Port, soit un montant brut de 505 000 francs;**
- **un crédit net de 249 000 francs destiné à l'achat et la mise en fonction d'un pavillon commercial sur la place de Longemalle bordant la rue du Rhône.**

Rapport de Mme Linda de Coulon.

Cette proposition a été renvoyée par le Conseil municipal à la commission des travaux et des constructions le 23 mars 2010. La commission l'a traitée au cours de sa séance du 5 mai 2010, sous la présidence de Mme Maria Pérez. C'est Mme Consuelo Frauenfelder qui a assuré la prise des notes de séance.

Préambule

En résumé, le crédit demandé vise le réaménagement global de la place de Longemalle, avec mise en place d'un pavillon commercial. Cette place bien connue, au centre de laquelle règne une fontaine monumentale érigée en 1773, s'insère dans le plan de site de la rade.

A l'occasion de ces travaux, la remise en état du réseau de collecteurs, devenu obsolète, sera également entreprise. Elle s'étendra à la rue Neuve-du-Molard et à la place du Port.

Il convient, pour le surplus, de se référer au texte même de ladite proposition.

Note de la rapporteuse: Le réaménagement de la place Longemalle constitue un des éléments intégrés dans la première étape de la «stratégie de piétonisation» de la Ville de Genève, selon les termes de la proposition PR-787 du Conseil administratif, proposition renvoyée le 9 juin 2010 à la commission de l'aménagement (*cf. Mémoial*).

Séance du 5 mai 2010

Audition de Mme Marie-Hélène Giraud, cheffe du Service de l'aménagement urbain et de la mobilité, et de M. Jean-Pierre Zoller, chef du Service du génie civil

La cheffe du Service de l'aménagement urbain et de la mobilité rappelle que ce projet est le résultat d'un concours remontant en fait à 2003 déjà. Le projet initial s'est développé en 2004 et 2005, en concertation directe avec les commerçants et les autres usagers, selon l'intervenante.

La requête en autorisation de construire, déposée en 2006, a toutefois rencontré des oppositions émanant d'une partie des commerçants, d'une association de deux-roues motorisés et du Touring Club Suisse. Des négociations ont néanmoins permis de lever ces oppositions.

C'est ainsi que l'autorisation de construire a finalement pu être délivrée au mois de mai 2009.

Les représentants des services de la Ville en charge de la proposition du Conseil administratif la reprennent dans les grandes lignes.

Il s'ensuit un certain nombre de remarques et questions de la part des membres de la commission, ce qui permet encore d'apporter quelques précisions résumées comme suit:

- le pavillon prévu par la proposition sera un glacier ouvert de mars à octobre;
- malgré les entraves à la circulation prévues, les véhicules d'urgence pourront bien entendu circuler dans la rue de la Fontaine;
- une commissaire déplore que, à chaque nouvel aménagement de place, un concept soit réétudié, mobilier urbain compris. Elle regrette également que la place Longemalle ne soit pas réunie à la place du Port. A cela, la représentante de la Ville évoque l'axe de la rue du Rhône qui constitue, pour reprendre ses propres termes, un obstacle physique à la réunion des deux places;
- des mats éclaireront la couronne des arbres;
- des bornes rétractables seront mises en place pour entraver la circulation;
- six platanes seront abattus, mais ils seront immédiatement remplacés par dix nouveaux arbres de la même essence, permettant ainsi de maintenir le caractère du lieu;
- un commissaire, peu convaincu par l'éclairage prévu, qualifie de gadget le concept retenu. Il déplore également l'encombrement de la place par le mobilier urbain prévu;
- les stocks de pavés restant de l'aménagement des Rues-Basses ne pourraient-ils pas être récupérés pour la place Longemalle? Les quantités sont insuffisantes, déclare la représentante de la Ville.

Discussion et vote

Suite à cette présentation, les représentants des divers groupes du Conseil municipal expriment bien quelques bémols: certains déplorent notamment la pose de bornes escamotables, d'autres le retour de la circulation ou encore l'absence de fleurs.

Néanmoins, au vu de la situation actuelle de la place Longemalle, l'ensemble des commissaires admettent la nécessité de son réaménagement.

C'est ainsi que cette proposition, soumise au vote, est acceptée sans grand enthousiasme mais à l'unanimité des 14 commissaires présents.

PROJET D'ARRÊTÉ I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967;

vu les articles 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 5 467 000 francs destiné au réaménagement de la place de Longemalle, de la rue de la Fontaine et de la rue Neuve-du-Molard, tronçon entre la place de Longemalle et la rue Robert-Céard, parcelles 7283, 7286, 7287, 7305, 7306, 7307, 7308 (Genève-Cité).

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 5 467 000 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2012 à 2031.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à consulter, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

PROJET D'ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967;

vu les articles 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 437 000 francs, après déduction de la participation de l'Etat de Genève de 68 000 francs représentant la part de subvention cantonale au réseau d'assainissement de la Ville de Genève, soit un montant brut de 505 000 francs, destiné aux travaux de construction et rénovation des collecteurs situés sur la place de Longemalle, la rue Neuve-du-Molard et la place du Port.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 505 000 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2012 à 2041.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à consulter, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

PROJET D'ARRÊTÉ III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967;

vu les articles 58 et 84 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 249 000 francs destiné à l'achat et la mise en fonction d'un pavillon commercial sur la place de Longemalle bordant la rue du Rhône.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 249 000 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2012 à 2021.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à consulter, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.